

## Conseil national – 2 et 3 juin 2018

### Élections européennes – Rapport d'Anne Sabourin

---

Chers camarades,

J'ai bien conscience que ce temps sur les élections européennes arrive au milieu du débat principal de notre agenda, mais le CN doit être associé aux différentes étapes de préparation de cette importante échéance si nous voulons un parti rassemblé et efficace. Aussi je ne reviendrai pas sur l'analyse et les orientations discutées au CN de mars, je vous renvoie à notre résolution d'alors. Je vous propose aujourd'hui 3 questions d'actualité et la présentation des propositions qui sont soumises à votre délibération aujourd'hui.

Ce bref rapport ne commence pas par une bonne nouvelle...mais par deux !

La première nous vient de l'Irlande.

Le 25 mai le peuple irlandais a légalisé l'avortement avec 66,4 % de oui au référendum ! C'est un résultat historique et une grande avancée pour les droits des femmes dans un pays où l'influence de l'Église Catholique, mais aussi le conflit avec le Royaume Uni, ont pesé lourdement sur leur place dans la société, les assignant à des rôles essentiellement reproductifs. Nos camarades du Sinn Fein, sous la direction de leur nouvelle présidente Mary-Lou McDonald, n'ont pas démerité dans cette campagne, mettant alors en application le tournant pris il y a quelques années, en faveur de l'avortement. L'Europe d'aujourd'hui fait des femmes premières victimes des politiques d'austérité, des réformes du marché du travail, les confronte à une offensive réactionnaire puissante, mais l'Europe d'aujourd'hui est aussi traversée par le mouvement de fond mondial et révolutionnaire de la 4<sup>e</sup> vague féministe. Notre campagne des élections européennes comme notre congrès devront valoriser ce mouvement émancipateur. Vive les européennes libérées !

La seconde bonne nouvelle nous vient d'Espagne, où le congrès a voté hier matin une motion de censure du gouvernement Rajoy et du Parti populaire, lâché par les nationalistes basques. Adios Rajoy ! Et bon débarrascar le bilan du PP – dont une dizaine d'anciens cadres et élus vient d'être condamnée pour « *organisation criminelle [...] et système de corruption institutionnel* » – est lourd de casse des droits sociaux, de la santé, de l'université, d'attaques aux droits des femmes et de répression des mouvements sociaux, et est coupable de la tension et de la violence contre la Catalogne. La solution politique n'est pas encore fixée, mais selon nos camarades espagnols, elle pourrait résider dans un gouvernement minoritaire du Parti socialiste, qui, comme au Portugal, devrait, pour tenir, faire des compromis avec nos amis du groupe Unidos Podemos, l'alliance de Gauche unie et Podemos. Nos alliés planchent déjà sur les avancées concrètes qu'ils souhaitent obtenir pour les intérêts populaires. Quoi qu'il arrive, dans le paysage bleu et brun de l'UE, c'est une évolution positive.

Malheureusement, les bonnes nouvelles sont rares. Les signaux de la crise financière mondiale qui vient sont de plus en plus évidents, la guerre commerciale lancée par Trump est en train de se concrétiser et la relance militariste aussi. Nous allons vers des dangers dont nous devons bien mesurer la portée mortelle.

Regardons la situation de l'Italie, cauchemardesque en tous points. Dans la suite logique des explosions en chaîne des systèmes politiques nationaux, les dernières élections législatives se sont terminées par une alliance gouvernementale entre les populistes du Mouvement 5 étoiles et l'extrême droite de la Ligue. Un attelage montre où peuvent atterrir les logiques dégagistes et les

forces « attrape-tout ». Les escarmouches et provocations des derniers jours se terminent par un accord entre le Président italien allié aux dirigeants de l'Union et cette coalition fascisante. Il devient maintenant habituel que les marchés et dirigeants de l'UE organisent la pression sur les peuples, comme le commissaire au budget allemand l'a si bien exprimé ; je cite : « Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter », et aillent jusqu'à tenter de mettre en place un gouvernement technique dirigé par un ancien du FMI. Et les pistes sont de plus en plus brouillées avec un populisme et une extrême droite dont nous savons le contenu nauséabond, mais qui se positionne en défenseur de la souveraineté populaire contre la finance et Bruxelles. Vous le voyez, quand la gauche est marginalisée, reste le choix entre la peste et le choléra... et la peste et le choléra finissent parfois par s'accorder. Nous verrons très vite que cela se fera au détriment des classes populaires et c'est déjà commencé avec les migrants.

Nous n'en sommes pas encore là en France. Mais imaginons un peu, à la lumière des rapports de forces, la teneur des débats qui s'annoncent. Pour le moment, si l'enjeu électoral est encore bien éloigné des préoccupations de nos concitoyens et s'il faut les prendre avec des pincettes à un an de l'élection, la tendance qui se profile dans les sondages d'opinion en France est celle d'une victoire de LREM – donné entre 27 et 32 %. Suivi par le FN - entre 14 et 19 % - et Les Républicains – entre 15 et 17 %.

Nous avons un an pour empêcher un scénario où la droite et l'extrême droite règnent quasiment sans partage sur la représentation de la France dans le Parlement européen. Nous avons un an pour peser, influencer le cours de cette campagne, marquer des points idéologiques, porter nos idées et des propositions au service des intérêts des français et des européens, rassembler les personnes et les forces porteuses d'alternatives progressistes.

Nous vous proposons de passer à la vitesse supérieure dans cette entrée en campagne.

D'abord, développer nos orientations et propositions sur la place publique. Le climat de luttes sociales peut nous aider à réussir ce pari. Toutes les luttes en cours sont confrontées à la question européenne. En négatif, dans la résistance face à l'austérité, à la casse des outils productifs, aux libéralisations de services publics, à l'escalade guerrière, à l'Europe forteresse et au capitalisme vert. Mais aussi en positif, car les solutions qui émergent des luttes font apparaître un besoin croissant de coopérations solidaires à l'échelle européenne. A nous de nourrir la critique de l'UE actuelle et de porter des propositions qui vont dans le sens de l'intérêt commun des travailleurs et des peuples européens. J'en profite pour signaler que la pétition « Dette de la SNCF : l'argent de la BCE pour les services publics, pas pour la finance ! » a recueilli 5000 signatures. C'est un bon début, mais nous sommes encore loin du potentiel. Je vous invite à la signer et la relayer.

Nous adresserons dans la semaine un appel à celles et ceux qui combattent la politique de Macron en France en mettant en évidence l'importance de porter ces luttes jusqu'au niveau européen. Aux féministes, aux étudiants en lutte contre « parcours sup », aux salariés et usagers de la SNCF, aux salariés qui ont combattu la loi travail et la liquidation de nos atouts industriels, aux salariés et usagers des EHPAD qui défendent l'hôpital public, aux militants de l'hospitalité envers les migrants, à nos aînés touchés par la hausse de la CSG, à tous ceux qui se préparent à combattre la nouvelle réforme des retraites, aux écologistes, aux agents et élus des collectivités locales touchés par les baisses de dotations et la contractualisation, aux militants de la paix inquiets du projet de défense européenne, aux populations d'Outre-mer qui réclament l'égalité, aux européens vivant en France et aux français de l'étranger qui portent en eux l'aspiration au partage et à l'amitié entre les peuples. Nous proposons de construire, à partir de leurs expériences et en nous appuyant sur les 14 priorités adoptées en mars, une plateforme et une liste communes,

pour faire élire des eurodéputés à 100 % au service des intérêts populaires, incorruptibles face aux pouvoirs de l'argent, combatifs et déterminés à placer toujours l'humain et la planète au cœur de leur action. Bien entendu, notre appel s'adressera également aux forces de gauche de notre pays car nous ne nous résignons pas à la division actuelle qui ne permettrait pas de mettre en échec les tendances que je vous ai décrites dans le rapport de forces national ; et dans le même temps, menacent les possibilités d'un rassemblement des forces de transformation dans un groupe uni et plus fort dans le Parlement européen. La France insoumise – donnée entre 9 et 13 % - semble décidée à faire cavalier seul et pourrait présenter une liste dans la semaine. Selon le JDD du 27 mai, la FI présenterait cette semaine « *une liste non ordonnée d'environ 70 candidats à l'élection européenne de mai 2019, Charlotte Girard et Manuel Bompard en duo de tête, suivi de Younous Omarjee, eurodéputé sortant des Outre-Mer* ». Dans le même temps, Jean-Luc Mélenchon se démarque à nouveau de la gauche et la solidarité internationale avec un discours sur l'Europe de plus en plus chauvin et poursuit sa tentative de division au sein de la gauche européenne, fort heureusement sans succès pour le moment. Nous continuons de tendre la main aux militantes et militants insoumis, aux électeurs de 2017 qui ne sont ni chauvins ni sectaires. Nous continuons de tendre la main aux autres forces de gauche. Bien que nous ayons eu de réelles discussions avec Générations, ce nouveau parti privilégie ses discussions avec EELV. Si l'on s'en tient à la dernière interview de Benoît Hamon dans Libération, c'est cette alliance à deux qui est privilégiée. Nous n'y sommes même pas mentionnés.

Nous ne nous résignons pas à cet éparpillement.

Pour peser sur le cours des choses, avec notre vision, nos priorités et notre démarche de rassemblement, il nous faut nous doter d'outils qui permettent une mise en campagne du parti exceptionnelle et une visibilité accrue.

- Dans l'immédiat, nous avons à développer nos orientations et 14 priorités, les vulgariser, les rendre plus concrètes et les mettre en circulation dans les luttes. Je lance un appel aux secteurs de travail thématiques du parti pour que vous nous remontiez une ou deux grandes propositions à dimension européenne issues de vos travaux. Il s'agira dans le même temps de populariser notre appel aux luttes et aux forces progressistes. Nous proposons de mettre rapidement en circulation un matériel national qui puissent être utile à cela.
- Afin de porter publiquement nos idées et cette démarche de rassemblement, nous proposons de désigner dès aujourd'hui un chef de file et une équipe nationale de campagne de 11 personnalités qui ont donné leur accord pour s'engager dans cette bataille. Nous proposons que Ian Brossat devienne notre chef de file. Connu pour son combat en faveur du logement pour tous et particulièrement exposé ces derniers jours dans le combat pour l'accueil des migrants et contre l'irresponsable inaction du gouvernement, Ian fait partie des « nouvelles têtes » du PCF qui – et c'est malheureusement trop rare – bénéficient d'un certain accès aux médias. Aussi, il est un atout pour une entrée en campagne visible de notre parti. C'est une proposition audacieuse qui aura besoin de notre investissement à toutes et tous pour faire une entrée fracassante ! Je tiens à saluer au nom du CN Patrick Le Hyaric, Marie-Pierre Vieu et Marie-Christine Vergiat députés européens sortants, qui, au vu de leur expérience, pouvaient légitimement prétendre à cette position et qui ont accepté de jouer la carte de la nouveauté, de mettre leurs savoirs et leur aura dans le pot commun. A leurs côtés, des camarades engagés sur de grandes causes, des élus « de poids » ou dans des réseaux, organisations actrices de luttes : Gilbert Garrel, syndicaliste cheminot, Camille Lainé, secrétaire générale du Mouvement Jeunes communistes, Eric Bocquet, sénateur reconnu pour son combat contre l'évasion fiscale, Philippe Rio, Maire et animateur de l'appel de Grigny, Mina Idir, militante féministe et antiraciste, André Chassaigne, Président de notre groupe à l'assemblée nationale, et Cécile Cukierman, sénatrice de la Loire, dont l'investissement sera clé, aux côtés de grands élus de nos territoires et moi même, responsable Europe du parti. Pour éviter les malentendus, si les camarades proposés seront, s'ils le souhaitent,

sur la liste, il ne s'agit pas des 12 premiers noms d'une liste aux contours déjà définis. Notre volonté est de créer un collectif de travail qui nous permette de porter nos contenus, d'être visible et d'engager le travail de contacts pour la construction de la liste. Concrètement, nous pourrions proposer une rencontre de travail le 2 juillet à l'ensemble des personnalités et forces sociales et politiques susceptibles de construire avec nous cette ambition.

Concernant la construction de la liste et pour ce qui est des propositions de candidatures émanant des communistes, le Conseil national ouvre conformément aux statuts l'appel à candidatures à compter de ce lundi 4 juin. Un travail avec des référents régionaux et les fédérations est déjà engagé et je tiens à remercier les camarades qui ont déjà fait remonter des noms, de communistes et de personnalités locales. Le CN est invité à en faire de même et à discuter dès aujourd'hui des critères, profils, idées de personnalités qui feraient de bonnes candidates et candidats. Nous avons besoin d'un maximum de propositions, très diverses, pour constituer une liste significative des luttes que nous voulons mettre en lumière.

Avant de vous laisser débattre de tout cela, une dernière proposition pour l'agenda de campagne. Début février, au moment où la campagne commencera à s'intensifier, nous pourrions tenir une nouvelle édition des Etats généraux du progrès social, cette fois tournée vers les enjeux européens et organisée avec des acteurs du mouvement social français et d'Europe.

Camarades, je vous remercie pour votre attention et nous souhaite un débat constructif qui nous permette de nous lancer unis et motivé dans cette bataille.